

Préavis de la Municipalité au Conseil communal d'Etagnières

No 27 / 3.2024 – Règlement EC-EU

Objet : Modification de l'Annexe au Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Préambule

Le Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux de la Commune d'Etagnières et son Annexe sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Une première modification de l'Annexe du Règlement est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

La modification de l'Annexe qui est proposée à votre approbation permettra de clarifier la facturation de frais administratifs pour les travaux dévolus à l'Administration communale quant au traitement des compteurs supplémentaires ou sous-compteurs.

Actuellement pour tous les concitoyens raccordés de notre commune, la facturation de la taxe d'épuration est directement effectuée sur la base des m3 d'eau consommés, par le distributeur de l'eau dans notre commune à savoir le Service de l'Eau de la Ville de Lausanne.

Ledit service rétrocède ensuite à la Commune d'Etagnières le produit des taxes d'épuration encaissées.

Certains consommateurs qui utilisent de l'eau qui ne transite pas par le réseau communal d'eaux claires et d'eaux usées mais qui sont infiltrées dans le sol après utilisation (par exemple pour l'eau d'arrosage de jardins ou d'infrastructures sportives, voire de remplissage de certaines piscines) demandent la possibilité de mettre en place un compteur supplémentaire ou sous-compteur qui permet de quantifier la quantité d'eau qui ne doit pas être prise en compte dans la facturation de la taxe d'épuration.

La mise en œuvre d'un tel dispositif nécessite à la Bourse communale un travail administratif, ce qui n'est pas le cas pour un consommateur standard. Ce travail consiste, sur la base du relevé du sous-compteur transmis par le consommateur, à rétrocéder à ce dernier le montant de la taxe d'épuration encaissé. En effet, le Service de l'Eau de la ville de Lausanne ne s'occupe pas de savoir s'il existe un sous-compteur et facture l'épuration de l'intégralité du volume d'eau consommé.

Sur la base du Règlement actuel et de l'article 8 de son annexe, la Bourse communale facture le montant de ce traitement administratif, qui est évalué à CHF 25.- par sous-compteur. Cet émolument est ainsi déduit du paiement de la somme qui est remboursée au propriétaire du sous-compteur en fonction du volume d'eau concerné.

Malheureusement, l'année dernière, deux oppositions de consommateurs ont été formulées à la réception des montants rétrocédés, arguant du fait que le montant des frais administratifs ne figurait pas explicitement dans le Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux de la Commune d'Etagnières ni dans son annexe.

Ces oppositions ont été traitées par la Commission communale de recours en matière d'impôts et de taxes. Celle-ci a donné raison aux opposants et elle a ordonné à la Municipalité le remboursement des montants des frais administratifs facturés.

Elle a également rendu attentive la Municipalité que, dans le cas où celle-ci souhaiterait procéder à la mise en compte de frais administratifs aux consommateurs pour l'utilisation de sous-compteur, elle devrait passer par une révision du Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux de la Commune d'Etagnières et de son annexe.

Ainsi, la modification de l'Annexe du Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux de la Commune d'Etagnières est l'objet de ce préavis municipal.

Ces modifications ont préalablement été soumises pour examen préalable au Canton, plus précisément à l'Unité de Droit et d'étude d'impact de la Direction générale de l'environnement qui les a validées.

En fonction de la procédure en vigueur, elles ont ensuite été soumises pour avis auprès du Surveillant des prix du Département fédéral de l'économie.

Dans les recommandations reçues de cette instance, les frais administratifs générés par un compteur supplémentaire qui seront facturés annuellement par la Bourse communale ne rencontrent pas d'objection formulée par le Surveillant des prix.

Dans sa réponse, le Surveillant des prix s'interroge au regard de notre réglementation si tous ceux qui utilisent les infrastructures, bénéficient des prestations ou occasionnent des coûts paient la part qui leur revient. Plusieurs questions se posent à cet égard telles que : les communes et les cantons paient-ils leur part des coûts liés à l'évacuation des eaux de chaussée ? La consommation de la Commune elle-même est-elle globalement facturée de façon correcte ? Les taxes pour les gros consommateurs doivent également correspondre à leur part des coûts et ne doivent pas être disproportionnée.

Le principe de causalité des coûts institué par le droit fédéral exige que les entités publiques couvrent leurs charges de manière directe. En conséquence le Canton et la Commune devraient également participer aux coûts d'évacuation des eaux claires par le biais d'une taxe sur les surfaces publiques étanches et ce au moins pour les routes publiques. Dans un premier temps, il est possible que les surfaces des routes soient estimées, et que la Commune et le Canton participent avec un forfait aux coûts d'évacuation des eaux claires.

Le Surveillant des prix recommande ainsi à la Commune d'Etagnières d'appliquer, en fonction des articles 2, 13 et 14 de la LSPR, la taxe d'entretien des collecteurs EC également aux routes publiques, de manière à ce que la Commune et le Canton payent également leur part.

Après analyse de la situation et au regard de la difficulté de mise en œuvre du prélèvement d'une telle taxe par le côté très estimatif des montants qui pourraient être taxés, la Municipalité a décidé de ne pas suivre cette recommandation du Surveillant des prix dans la modification de l'Annexe qui est soumise à votre approbation.

Modifications proposées

La Municipalité vous propose de corriger ainsi les articles 9 « **Compteur supplémentaire** » et 11 « **Réajustement des taxes annuelles** » de l'Annexe du Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux de la Commune d'Etagnières :

L'article 9 actuel est libellé ainsi :

- La pose de compteur supplémentaire devra être faite par un concessionnaire agréé par la Municipalité et l'eau passant ainsi par ce compteur ne pourra en aucun cas être rejetée dans les canalisations d'eaux usées. Les contrevenants seront punis.

L'article 9 modifié est libellé ainsi :

- *La pose de compteur supplémentaire devra être faite par un concessionnaire agréé par la Municipalité et l'eau passant ainsi par ce compteur ne pourra en aucun cas être rejetée dans les canalisations d'eaux usées. Les contrevenants seront punis. Les frais administratifs générés par l'utilisation d'un compteur supplémentaire seront facturés annuellement par la Bourse communale. Cet émolument administratif est fixé à Fr. 50.- par année et par compteur supplémentaire au maximum.*

De même pour l'article 11 actuel qui est libellé ainsi :

- Jusqu'à concurrence du maximum des montants fixés aux art. 5 et 6, la Municipalité est compétente pour adapter le taux des taxes annuelles d'entretien et d'épuration à l'évolution des coûts effectifs et du compte de réserve.

L'article 11 modifié est libellé ainsi :

- *Jusqu'à concurrence du maximum des montants des taxes fixés aux art. 5 et 6 et de l'émolument fixé à l'article 9, la Municipalité est compétente pour adapter le taux des taxes annuelles d'entretien et d'épuration à l'évolution des coûts effectifs et du compte de réserve ainsi que le taux des émoluments en fonction des coûts engendrés pour la réalisation des tâches administratives.*

Fort de ce qui précède, la Municipalité sollicite de la part du Conseil communal l'adoption de la modification de l'Annexe du Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux.

Conclusions

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous invite à prendre la décision suivante :

Le Conseil communal d'Etagnières

Après avoir pris connaissance du préavis de la Municipalité, entendu le rapport de la commission des règlements, considérant que cet objet est porté à l'ordre du jour

décide

- **d'adopter les modifications de l'Annexe du Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux**

Cette dernière entrera en vigueur dès sa publication dans la feuille des avis officiels et de son approbation par le Département en charge de l'environnement. Elle abrogera l'Annexe du Règlement en vigueur du 10 septembre 1993, modifiée et approuvée le 2 décembre 2005.

Ainsi adopté par la Municipalité dans sa séance du 5 février 2024 et soumis à l'approbation du Conseil communal du 14 mars 2024.

Etagnières, le 14 mars 2024

Au nom de la Municipalité d'Etagnières

Le Syndic



P. Favre



La Secrétaire



E. Thomet

Annexe : Actuel Règlement communal et son Annexe sur l'évacuation et l'épuration des eaux de la Commune d'Etagnières

COMMUNE D'ETAGNIERES

REGLEMENT COMMUNAL

SUR

L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX

Juin 1993

COMMUNE D'ETAGNIERES

REGLEMENT SUR L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX

I. DISPOSITIONS GENERALES

Objets -
bases légales

Article premier.- Le présent règlement a pour objet l'évacuation et l'épuration des eaux sur le territoire communal.

Il est édicté en exécution des prescriptions fédérales et cantonales en matière de protection des eaux, dont l'application est réservée, et en application des prescriptions de l'Association Intercommunale pour l'Epuration des Eaux Usées de la Région Mortigue (ci-après AEM), dont la commune d'Etagnières est membre.

Planification

Art. 2.- La Municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux; elle dresse le plan à long terme des canalisations publiques (PALT), soumis à l'approbation du Département des travaux publics, de l'aménagement et des transports (ci-après : le Département) par l'intermédiaire du Service des eaux et de la protection de l'environnement (ci-après: SEPE) et de l'AEM.

Périmètre du
réseau d'égouts

Art. 3.- Le périmètre du réseau d'égouts comprend l'ensemble des fonds (bâties ou non) classés en zone constructible selon le plan d'affectation et, en dehors de cette zone, les fonds bâties dont le raccordement au réseau public peut être raisonnablement exigé compte tenu du coût et de la faisabilité.

Les fonds compris dans le périmètre ainsi défini sont dits "raccordables" par opposition aux fonds "non raccordables" sis à l'extérieur dudit périmètre.

Evacuation
des eaux

Art. 4.- Dans le périmètre du réseau d'égouts, les eaux polluées, de nature à contaminer les eaux dans lesquelles elles seraient déversées, doivent être raccordées à la station d'épuration centrale. Elles sont dénommées ci-après "eaux usées" (EU).

Les autres eaux, non polluées, ne doivent pas parvenir à la station d'épuration centrale. Elles sont appelées ci-après "eaux claires" (EC).

Sont notamment considérées comme eaux claires :

- les eaux de fontaines;
- les eaux de refroidissement et de pompes à chaleur;
- les eaux de drainage;
- les trop-pleins de réservoirs;
- les eaux pluviales en provenance de surfaces rendues imperméables telles que toitures, terrasses, chemins, cours, etc.

Si les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires doivent être infiltrées dans le sous-sol, après obtention d'une autorisation par le Département.

Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux peuvent être évacuées dans les eaux superficielles, via les équipements publics ou privés.

Si l'augmentation de débit des eaux claires due aux constructions ne peut être supportée par le cours d'eau en égard avec les rejets existants, des mesures de rétention peuvent être exigées au sein des constructions et de leurs aménagements extérieurs.

Champ
d'application

Art. 5.- Le présent règlement s'applique aux propriétaires, usufruitiers ou superficiaires de fonds raccordables.

Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtées par le Département.

II. EQUIPEMENT PUBLIC

Définition

Art. 6.- L'équipement public comprend l'ensemble des installations nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux en provenance des fonds raccordables.

Il est constitué (cf schéma annexé):

- a) d'un équipement de base intercommunal propriété de l'AEM comprenant la station centrale d'épuration, le collecteur de transport principal Etagnières-STEP et ses ouvrages annexes;
- b) d'un équipement général communal comprenant les collecteurs de concentration et leurs annexes, hors zone de construction et en zone constructible;
- c) d'un équipement de raccordement comprenant les collecteurs destinés à relier les divers bien-fonds à l'équipement général.

Propriété - responsabilité

Art. 7.- La commune est propriétaire des installations publiques d'évacuation et d'épuration; elle pourvoit, sous la surveillance de la Municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement réguliers.

Dans les limites du Code des Obligations, la commune est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

Réalisation de l'équipement public

Art. 8.- La réalisation de l'équipement public est opérée conformément au PALT; elle fait l'objet de plans soumis à enquête publique, qui font notamment distinction des ouvrages faisant partie de l'équipement de base, de l'équipement général et de l'équipement de raccordement.

L'équipement public est construit, selon les besoins, en une ou plusieurs étapes.

Droit de passage Art. 9.- La commune acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à l'aménagement et à l'entretien des installations publiques.

III. EQUIPEMENT PRIVE

Définition Art. 10.- L'équipement privé est constitué de l'ensemble des canalisations et installations reliant un bien-fonds à l'équipement public (cf schéma annexé).

Le cas échéant, les installations de prétraitement font également partie de l'équipement privé.

Propriété - responsabilité Art. 11.- L'équipement privé appartient au propriétaire; ce dernier en assure à ses frais la construction, l'entretien et le fonctionnement réguliers.

Dans les limites du Code des Obligations, le propriétaire est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

Droit de passage Art. 12.- Le propriétaire dont l'équipement doit emprunter le fond d'un tiers acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à son aménagement et à son entretien.

Lorsque la construction ou l'entretien d'un équipement privé nécessite des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit préalablement obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

Prescriptions de construction Art. 13.- Les équipements privés sont construits en respectant les normes professionnelles et les prescriptions techniques du présent règlement (chapitre V ci-après), par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire.

Obligation de raccorder Art. 14.- Les eaux usées et les eaux claires des bâtiments susceptibles d'être raccordés à l'équipement public doivent être conduites à un point de raccordement fixé par la Municipalité.

Contrôle
municipal

Art. 15.- La Municipalité fixe pour le surplus les délais et autres modalités de raccordement à l'équipement public; elle procède au contrôle des installations avant le remblayage des fouilles et peut exiger, à la charge du propriétaire, des essais d'étanchéité.

La Municipalité peut accéder en tout temps aux équipements privés pour vérification. En cas de défectuosité dûment constatée, elle en ordonne la réparation ou, au besoin, la suppression.

Reprise

Art. 16.- Si des ouvrages faisant partie de l'équipement privé font ultérieurement fonction d'équipement public, la commune procède à leur reprise; en cas de désaccord, pour un prix fixé à dire d'expert.

Adaptation du
système
d'évacuation

Art. 17.- Lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, les propriétaires d'équipements privés évacuant de manière non différenciée, leurs eaux usées et leurs eaux claires, sont tenus de réaliser à leur frais, des évacuations conformes à l'article 4; le cas échéant, dans un délai fixé par la Municipalité.

IV. PROCEDURE D'AUTORISATION

Demande
d'autorisation

Art. 18.- Aucun travail ne peut être commencé sans l'autorisation de la Municipalité. Avant de construire son équipement privé et de le raccorder à un collecteur public, le propriétaire présente une demande écrite d'autorisation, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande doit être accompagnée d'un plan de situation au format A4 au minimum, extrait du plan cadastral et indiquant le diamètre intérieur, la pente, la nature et le tracé des canalisations, ainsi que l'emplacement et la nature des ouvrages spéciaux (grilles, fosses, tranchées, chambres de visite, séparateurs, etc). Le propriétaire doit aviser la Municipalité de la mise en chantier.

A la fin du travail et avant le remblayage de la fouille, il est tenu d'aviser la Municipalité, afin qu'elle puisse procéder aux constatations de la bien facture des travaux et en particulier de la parfaite séparation des eaux; si le propriétaire ne respecte pas cette condition, la fouille est ouverte une nouvelle fois, à ses frais.

Un exemplaire du plan d'exécution avec toutes les indications mentionnées ci-dessus, mis à jour et comportant les cotes de repérages, est remis par le propriétaire à la Municipalité après l'exécution des travaux et ceci avant la délivrance du permis d'habiter.

Eaux artisanales
ou industrielles

Art. 19.- Les entreprises artisanales ou industrielles doivent solliciter du Département l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans la canalisation publique, que le bâtiment soit, ou non, déjà raccordé à l'équipement public.

Les entreprises transmettront au Département (SEPE), par l'intermédiaire de la Municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.

Transformation
ou
agrandissement

Art. 20.- En cas de transformation ou agrandissement d'immeubles, d'entreprises industrielles, de modification du système d'évacuation des eaux usées ou de la nature de celles-ci, les intéressés doivent se conformer à la procédure des articles 18 et 19.

Epuration des
eaux usées hors
périmètre du
réseau d'égouts

Art. 21.- Lorsque la Municipalité estime qu'une construction, génératrice d'eaux usées, est située hors du périmètre du réseau d'égouts, donc non raccordable à la station d'épuration centrale, elle transmet au SEPE une demande pour l'assainissement des eaux usées de cette construction.

Le dossier de demande comporte un plan cadastral de la construction avec les coordonnées géographiques, un extrait de la carte nationale au 1:25'000 localisant la construction et les cours d'eaux voisins, avec les canalisations y aboutissant, ainsi qu'une description du système d'épuration et de l'exutoire existants. Il sera également précisé l'importance des eaux usées (résidence principale, résidence secondaire, nombre de pièces habitables, nombre d'habitants).

Si des transformations ou un agrandissement sont envisagés, les indications fournies porteront également sur l'état après la réalisation des travaux. Dans un tel cas, ou lorsqu'une nouvelle construction est projetée, la Municipalité prendra préalablement contact avec le Département des travaux publics, de l'aménagement et des transports, service de l'aménagement du territoire, afin de définir la procédure à suivre.

Obtention de
l'autorisation
cantonale pour
une épuration
individuelle

Art. 22.- Lorsque, selon l'article 21, le SEPE reçoit une demande, celui-ci vérifie tout d'abord que la construction concernée se situe hors du périmètre du réseau d'égouts.

Le cas échéant, cette instance détermine la marche à suivre en vue de l'obtention de l'autorisation cantonale requise pour la réalisation et l'exploitation d'une installation d'épuration.

L'étude, la réalisation et l'exploitation des installations d'épuration, situées hors du périmètre du réseau d'égouts, sont aux frais du propriétaire.

Eaux claires

Art. 23.- Les eaux claires ne doivent pas être traitées par les installations d'épuration des eaux usées. Elles doivent être évacuées selon les dispositions de l'article 4.

Les eaux usées traitées ne doivent pas être évacuées dans le sous-sol par un ouvrage servant également à l'évacuation des eaux claires.

Octroi du
permis
de construire

Art. 24.- La Municipalité ne peut délivrer de permis de construire, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, avant l'octroi de

V. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Construction

Art. 25.- Pour tenir compte du gel et des charges dues au trafic, les canalisations se trouvant à l'extérieur des bâtiments sont posées à un mètre de profondeur au moins, faute de quoi toutes les précautions techniques sont prises pour assurer leur fonctionnement et leur stabilité. Les canalisations d'eaux usées doivent être placées à une profondeur plus grande que celle des conduites du réseau d'eau potable pour empêcher une pollution éventuelle de ces dernières.

Conditions techniques

Art. 26.- Pour les eaux usées, les canalisations sont réalisées en un matériau répondant aux normes d'étanchéité en vigueur.

Pour les eaux claires, le choix du matériau se fait en fonction des conditions locales.

Le diamètre minimum est de 15 cm pour les eaux usées et de 15 cm pour les eaux claires.

La Municipalité fixe les conditions techniques de raccordement.

Des chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum sont créées en tête de l'équipement privé. Des chambres de visite communes, eaux claires et eaux usées, même avec séparation intérieure, ne sont pas autorisées.

Raccordement

Art. 27.- Le raccordement de l'équipement privé doit s'effectuer sur les collecteurs publics dans les chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum, existantes ou à créer, ou par pièces spéciales posées sur le collecteur public.

Le raccordement doit s'effectuer par dessus le collecteur public et y déboucher dans le sens de l'écoulement. L'article 18 demeure réservé.

Eaux pluviales

Art. 28.- En limite des voies publiques ou privées, les eaux de surface doivent être récoltées et infiltrées, voire conduites aux canalisations privées ou publiques d'eaux claires, selon les modalités et à un emplacement approuvés par la Municipalité.

Les raccordements privés amenant directement ou indirectement les eaux de surface au collecteur public doivent être munis d'un sac-dépotoir avec grille, d'un type admis par la Municipalité.

Prétraitement

Art. 29.- Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigées sans autre vers les installations collectives d'épuration, sont tenus de construire, à leurs frais, une installation de prétraitement conforme aux prescriptions du Département (SEPE).

En cas de transformation ou d'agrandissement ultérieur du bâtiment, celle-ci est adaptée le cas échéant aux caractéristiques nouvelles du bâtiment et à l'évolution de la technique.

Artisanat et industrie

Art. 30.- Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux résiduaires provenant d'exploitations artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps à celles exigées par l'ordonnance fédérale sur le déversement des eaux usées, ainsi qu'aux prescriptions particulières établies par le département (SEPE).

Les eaux usées dont la qualité, la quantité ou la nature sont susceptibles de perturber le fonctionnement des installations d'évacuation et d'épuration sont soumises à un traitement approprié avant leur introduction dans le collecteur public.

La Municipalité ou le Département peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant d'établissements ou de bâtiments évacuant au collecteur public des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.

Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduaires déversées, est annoncée au Département et à la Municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant. La Municipalité prescrit en accord avec le Département, les mesures éventuelles à prendre.

Plan des
travaux exécutés
(artisanat et
industrie)

Art. 31.- Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaires à la Municipalité et au Département (SEPE). Les différents réseaux d'eaux claires, usées ménagères, sanitaires, artisanales ou industrielles, doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint.

Contrôle des
rejets
(artisanat et
industrie)

Art. 32.- La Municipalité peut en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande de la Municipalité, l'exploitant peut être tenu de présenter une fois par an, un rapport de conformité aux lois et ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets. La Municipalité en informe le Département (SEPE).

Cuisines
collectives et
restaurants

Art. 33.- Les eaux résiduaires des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) doivent être prétraitées par un dépotoir primaire et un séparateur de graisses, dont les dimensions sont déterminées sur la base de prescriptions du Département (SEPE). Les articles 19 et 29, al. 2, sont applicables.

Ateliers de
réparations des
véhicules,
carrosseries,
places de lavage

Art. 34.- Les eaux résiduaires des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées par des installations homologuées. Les prescriptions du Département (SEPE) en matière de mesures d'assainissement, ainsi que les articles 19 et 29, al. 2, sont applicables.

Garages privés

Art. 35.- Trois cas sont à considérer :

- a) **l'intérieur du garage est dépourvu de grille d'écoulement** : le radier doit être étanche et incliné en direction de l'intérieur, de manière judicieuse, pour récolter les eaux résiduaires dans un puisard étanche. Les eaux de pluie récoltées par la grille extérieure doivent être déversées dans le collecteur public des eaux claires.
- b) **l'intérieur du garage dispose d'une grille d'écoulement** : les eaux résiduaires récoltées par la grille doivent être déversées dans le collecteur public des eaux usées, conformément aux directives de la municipalité.
- c) **la grille extérieure, récoltant les eaux pluviales et la grille intérieure sont raccordées sur la même canalisation** : les eaux résiduaires doivent être traitées par un séparateur d'huile et d'essence conforme aux directives de l'Association suisse des professionnels de l'épuration des eaux (A.S.P.E.E.) avant d'être déversées dans le collecteur public des eaux claires.

Piscines

Art. 36.- La vidange d'une piscine s'effectue, après arrêt de la chloration pendant 48 heures au moins, dans un collecteur d'eaux claires. Les eaux de lavage des filtres et nettoyage de la piscine avec des produits chimiques sont conduites dans un collecteur d'eaux usées.

Les prescriptions du Département (SEPE) doivent être respectées.

Contrôle et vidange

Art. 37.- La Municipalité contrôle la construction, le bon fonctionnement et la vidange régulière des installations particulières d'épuration des eaux usées ménagères, des séparateurs d'huiles et d'essence, ainsi que les séparateurs de graisses; elle détermine la fréquence des vidanges (au minimum une fois par an) en collaboration avec l'exploitant et l'entreprise de vidange autorisée.

Un contrat d'entretien peut être exigé par la Municipalité et le Département (SEPE).

La Municipalité signale au Département tous les cas de construction ou de fonctionnement défectueux d'installations de ce genre et ordonne, conformément aux instructions du Département, les mesures propres à remédier à ces déficiences.

Déversements
interdits

Art. 38.- Toutes les substances dont le déversement à la canalisation n'est pas autorisé (déchets spéciaux notamment) doivent être éliminés selon les directives des autorités compétentes.

Il est en particulier interdit d'introduire dans les collecteurs publics, directement ou indirectement, les substances suivantes :

- gaz et vapeurs;
- produits toxiques, infectieux, inflammables, explosifs ou radioactifs;
- purin, jus de silo, fumier;
- résidus solides de distillation (pulpes, noyaux);
- produits dont les caractéristiques ou les quantités pourraient perturber le fonctionnement des canalisations (sable, lait de ciment, déchets solides d'abattoirs et de boucheries, huiles, graisses, etc);
- produits de vidange des dépotoirs, des fosses de décantation, des séparateurs à graisses et à essence, etc;

Le raccordement de dilacérateurs aux canalisations est interdit.

Suppression des
installations
privées

Art. 39.- Lors du raccordement ultérieur d'un équipement privé à l'équipement public, les installations particulières d'épuration sont mises hors service dans un délai fixé par la Municipalité.

Ces travaux sont exécutés aux frais du propriétaire et ce dernier n'a droit à aucune indemnité.

Les installations de prétraitement doivent être maintenues.

VI. TAXES

Dispositions générales

Art. 40.- Les propriétaires d'immeubles bâtis et raccordés aux installations collectives d'évacuation et d'épuration des eaux participent aux frais de construction et d'entretien des dites installations en s'acquittant :

- a) d'une taxe unique de raccordement aux réseaux d'évacuation des eaux usées et/ou claires (art. 41 et 43 ci-après);
- b) d'une taxe annuelle d'utilisation des collecteurs (art. 44);
- c) d'une taxe annuelle d'épuration (art. 45);
- d) cas échéant, d'une taxe annuelle spéciale (art. 46).

Annexe

La perception de ces contributions est réglée pour le surplus par une annexe qui fait partie intégrante du présent règlement.

Taxe unique de raccordement EU + EC

Art. 41.- Pour tout bâtiment nouvellement raccordé directement ou indirectement aux collecteurs publics d'eaux usées (EU) et d'eaux claires (EC), il est perçu conformément à l'annexe une taxe unique de raccordement.

Cette taxe est exigible du propriétaire sous forme d'acompte lors de l'octroi de l'autorisation de raccordement (art. 18 et 19 ci-dessus). La taxation définitive, acompte déduit, intervient dès le raccordement effectif.

Taxe unique de raccordement EC

Art. 42.- Lorsqu'un bâtiment nécessite exclusivement d'être raccordé aux collecteurs publics d'eaux claires, la taxe de raccordement prévue à l'art. 41 est réduite aux conditions de l'annexe.

L'art. 41, al. 2 est applicable.

Taxe unique complémentaire

Art. 43.- En cas de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un bâtiment déjà raccordé aux collecteurs publics d'eaux usées et/ou claires, la taxe unique de raccordement EU + EC ou EC est réajustée aux conditions de l'annexe.

Taxe annuelle
d'entretien des
collecteurs
EU + EC ou EC

Art. 44.- Pour tout bâtiment raccordé directement ou indirectement aux collecteurs EU + EC ou EC, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle d'entretien aux conditions de l'annexe.

Taxe annuelle
d'épuration

Art. 45.- Pour tout bâtiment dont les eaux usées aboutissent directement ou indirectement aux installations collectives d'épuration, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle d'épuration aux conditions de l'annexe.

Taxe annuelle
spéciale

Art. 46.- En cas de pollution particulièrement importante des eaux usées, il est perçu une taxe annuelle spéciale aux conditions de l'annexe auprès des intéressés. Elle est en particulier due par les exploitations dont la charge polluante en moyenne annuelle est supérieure à 100 E.H. en demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), phosphore ou matière en suspension et par celles qui sont dans l'impossibilité de mettre en place un prétraitement adéquat (par exemple séparateur à graisses pour les restaurants). La taxe annuelle spéciale est calculée en fonction du nombre d'équivalents-habitants.

Sauf cas spéciaux (hôtels, restaurants, écoles, etc) pour lesquels la charge polluante effective est calculée selon les directives de l'A.S.P.E.E., cette charge polluante est déterminée par l'inventaire des eaux industrielles. Les services communaux, en collaboration avec l'AEM, tiennent à jour cet inventaire et procèdent à des contrôles. Les expertises demandées par le propriétaire sont à sa charge.

Les propriétaires d'immeubles soumis à la taxe annuelle spéciale peuvent être autorisés par la Municipalité à installer à leurs frais une station de mesure et d'analyse de la charge polluante des eaux rejetées à l'égout. Dans ce cas, la taxation est opérée en tenant compte de mesures relevées par la station; les services communaux ou ceux de l'AEM procèdent au contrôle et au relevé de cette station.

Le montant total des taxes annuelles d'épuration (art. 45) et spéciales (art. 46) à payer par une exploitation industrielle ou artisanale ne peut être supérieur au coût effectif d'épuration de ses eaux usées.

Réajustement
des taxes
annuelles

Art. 47.- Les taxes annuelles prévues aux art. 44 à 46 font cas échéant l'objet d'un réajustement aux conditions de l'annexe.

Bâtiments
isolés -
installations
particulières

Art. 48.- Lors de la mise hors service d'installations particulières et lorsqu'aucune taxe de raccordement n'a été perçue, les contributions prévues dans le présent chapitre deviennent applicables au propriétaire.

Affectation -
comptabilité

Art. 49.- Le produit des taxes et émoluments de raccordement est affecté à la couverture des dépenses d'investissement du réseau des collecteurs communaux EU et EC.

Le produit des taxes annuelles d'entretien est affecté à la couverture des dépenses d'intérêt, d'amortissement et d'entretien du réseau EU et EC.

Le produit des taxes annuelles d'épuration et spéciale est affecté à la couverture des frais qui découlent, pour la commune, de l'épuration par l'AEM.

Les recettes des taxes et émoluments prélevés au titre de l'évacuation et de l'épuration des eaux doivent figurer, dans la comptabilité communale, dans un décompte des recettes effectuées.

Exigibilité
des taxes

Art. 50.- Le propriétaire de l'immeuble au 1er janvier de l'année en cours est responsable du paiement des taxes prévues aux articles 44, 45 et 46 au moment où elles sont exigées. En cas de vente d'immeuble, ou de location si celle-ci implique la prise en charge par le locataire de la location du ou des compteurs et la consommation d'eau, et par conséquent des taxes ci-dessus, le relevé peut être demandé à la commune et une facturation intermédiaire effectuée.

Hypothèque légale

Art. 51.- Le paiement des taxes est garanti à la commune par l'hypothèque légale que lui confèrent les articles 189, lettre b) et 190 de la Loi d'introduction du Code civil suisse dans le Canton de Vaud.

VII. DISPOSITIONS FINALES ET SANCTIONS

Exécution forcée

Art. 52.- Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office, aux frais du responsable, après avertissement.

La Municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication succincte des motifs et des délais de recours au Tribunal administratif du Canton de Vaud, en application de la loi sur la juridiction et la procédure administratives.

La décision ou taxe devenue définitive vaut titre exécutoire au sens de l'art. 80 de la Loi sur les poursuites pour dettes et la faillite (LP).

Pénalités

Art. 53.- Celui qui, sans qu'il y ait délit au sens de l'article 70 de la Loi fédérale sur la protection des eaux ou infraction punissable en application du Code pénal au sens des art. 72 et 73 de la Loi fédérale, contrevient au présent règlement d'application ou aux décisions fondées sur ce règlement, est passible de peines prévues par l'art. 71 de la Loi fédérale.

La poursuite a lieu conformément à la Loi cantonale sur les contraventions et, dans les cas visés par les articles 70, 72 et 73 de la Loi fédérale, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale.

Sanctions

Art. 54.- La poursuite des infractions en matière de protection des eaux contre la pollution est sans préjudice au droit de la Commune d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'effraction.

En particulier, l'ensemble des frais liés au non-respect des conditions de déversement fixées aux art. 29 et 30 et relatif à l'exploitation et à l'entretien des installations communales ou intercommunales de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées sont à la charge des industries ou artisanats n'ayant pas respecté lesdites conditions.

Recours

Art. 55.- Les décisions municipales sont susceptibles de recours :

- a) dans les 10 jours, au Tribunal Administratif lorsqu'il s'agit de décisions prises en matière technique.
- b) dans les 30 jours, à la Commission communale de recours en matière d'impôts lorsqu'il s'agit de taxes.

Art. 56.- Le présent règlement abroge le règlement communal sur les égouts du 07 janvier 1987.

Art. 57.- Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1994.

* * *

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 03 mai 1993

le Syndic:



Ph. Isaaz



la Secrétaire:



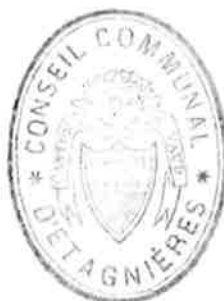
A. Pittet

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 24 juin 1993

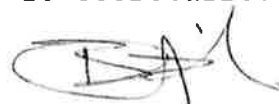
la Présidente:



M. Dutoit



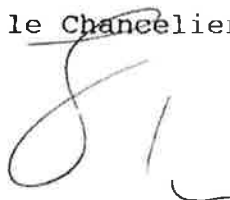
le Secrétaire:



B. Cherpit

Approuvé par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud, dans sa séance
du 10. SEP. 1993

L'atteste, le Chancelier :



COMMUNE D'ETAGNIERES

Annexe

au

Règlement communal

sur

l'évacuation et l'épuration des eaux

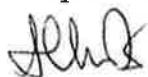
Juin 1993

Champ d'application	Article premier.- La présente annexe règle les conditions d'application des art. 40 à 51 du règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux (ci-après: Rgl't). Elle fait partie intégrante dudit Rgl't et ne peut être modifiée que sous réserve d'approbation par le Conseil d'Etat.
Taxe unique de raccordement EU + EC (Art. 41 Rgl't)	Art. 2.- La taxe unique de raccordement EU + EC est fixée à Fr. 20.-- par m ² de surface brute de plancher déterminée par la Municipalité, selon la recommandation SIA no 416, sous déduction des combles non habitables.
Taxe unique de raccordement EC (Art. 42 Rgl't)	Art. 3.- La taxe unique de raccordement EC est fixée à Fr. 14.-- par m ² de surface brute de plancher, selon art. 2.
Taxe unique complémentaire (Art. 43 Rgl't)	Art. 4.- En cas de transformation d'un bâtiment déjà raccordé, il est perçu: a) un complément de taxe unique EU + EC aux conditions de l'art. 2 sur la surface brute de plancher nouvellement créée; b) un complément de taxe unique EC aux conditions de l'art. 3 sur la surf. brute de plancher nouvellement créée.
Taxe annuelle d'entretien EU + EC ou EC (Art. 44 Rgl't)	Art. 5.- a) La taxe annuelle d'entretien EU+EC est fixée à Fr. 2.50 au maximum par m ² de surf. construite au sol de tout bâtiment, selon inscription au Registre Foncier. b) La taxe annuelle d'entretien EC est fixée à Fr. 1.75 au maximum, comme ci-avant.
Taxe annuelle d'épuration (Art. 45 Rgl't)	Art. 6.- La taxe annuelle d'épuration est fixée à Fr. 2.-- au maximum par m ³ d'eau consommée, selon le relevé du compteur communiqué par la ville de Lausanne. Les art. 7, 8 et 9 ci-après sont réservés.
Source privée	Art. 7.- Lorsque l'eau provient de source privée, il est procédé à la pose d'un compteur destiné à établir la consommation exacte. Son installation est à la charge du propriétaire. A défaut, la Municipalité estime le nombre de m ³ à prendre en compte en fonction du taux d'occupation de l'immeuble et de son affectation.

- Défalcation Art. 8.- Le propriétaire peut demander la défalcation de la quantité d'eau qu'il a utilisée et qui n'est pas rejetée dans un collecteur d'eaux usées. Il appartient au propriétaire assujéti d'apporter la preuve de la quantité sujette à la défalcation. Il prend à ses frais toutes mesures utiles à ce sujet, en accord avec la Municipalité.
- Compteur supplémentaire Art. 9.- La pose de compteur supplémentaire devra être faite par un concessionnaire agréé par la Municipalité et l'eau passant ainsi par ce compteur ne pourra en aucun cas être rejetée dans les canalisations d'eaux usées. Les contrevenants seront punis.
- Taxe annuelle spéciale
(Art. 46 Rgl't) Art.10.- Le montant de la taxe est fixée de cas en cas par la Municipalité, après expertise.
- Réajustement des taxes annuelles
(Art. 47 Rgl't) Art.11.- Jusqu'à concurrence du maximum des montants fixés aux art. 5 et 6, la Municipalité est compétente pour adapter le taux des taxes annuelles d'entretien et d'épuration à l'évolution des coûts effectifs et du compte de réserve.
- Entrée en vigueur Art.12.- La présente annexe entre en vigueur le 1er janvier 1994.

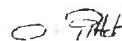
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 3 mai 1993.

Le Syndic:



Ph. Isaaz

La Secrétaire:



A. Pittet



Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 24 juin 1993

La Présidente:



M. Dutoit

Le Secrétaire:



B. Cherpit



Approuvé par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud dans sa séance du
10 SEP. 1993

L'atteste le chancelier:



COMMUNE D'ETAGNIERES

Modification de l'annexe

au

Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux

Nouvel article 6

Taxe annuelle
d'épuration
(Art. 45 Rgl)

Art. 6.- La taxe annuelle d'épuration est fixée à Fr. 3.-- au maximum par m3 d'eau consommée, selon le relevé du compteur communiqué par la ville de Lausanne. Les art. 7, 8 et 9 ci-après sont réservés.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

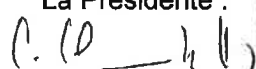
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 1^{er} octobre 2005.

Le Syndic : 
Philippe Isaaz

Le Secrétaire : 
Isabelle Casale



Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 3 novembre 2005.

La Présidente : 
Catherine Chambettaz

Le secrétaire : 
Bernard Cherpit



Approuvé par le Département de la sécurité et de l'environnement.

Lausanne, le 2.12.05

Le Chef du Département :

